



ARRETE DU MAIRE

OBJET : FETE LOCALE – DEFILE OUVERTURE

Le Maire de la Commune de MIREVAL

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relatives aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R417- 10 10°, R325-12 à R325-46, R411-21-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L2212-2 et L2213-1 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 ;

Vu les manifestations organisées par la Commune à l'occasion de la fête locale prévue du 10 au 12 juin 2022 ;

Vu l'ouverture de la Fête locale le 10 juin 2022 à 18h30 par un cortège festif, depuis la Place Louis Aragon jusqu'à l'Esplanade Simone Veil à Mireval (34110) ;

Considérant que l'organisation de cette manifestation peut présenter des risques à l'égard des participants, du public et des riverains, il convient, pour la sécurité et le bon déroulement, de réglementer la circulation ;

ARRETE

Article 1 : La circulation est suspendue le temps du passage du défilé, le 10 juin 2022 :

- départ : 18h30 de la Place Louis Aragon,
- vers la rue Jean Jaurès (partie comprise entre la Place L. Aragon et l'Avenue de Verdun),
- vers l'Avenue de Verdun (jusqu'à son croisement avec le chemin de Fabrègues),
- arrivée : 19h00 à l'Esplanade Simone Veil.

Article 2 : une déviation est mise en place rue Jean-Jaurès (depuis le croisement des rues de la République, Jules Ferry et Gambetta) vers la rue Sadi Carnot pour rejoindre le boulevard Louis Pasteur, durant le cortège festif.

Article 3: La signalisation réglementaire est mise en place par les Services Techniques et la sécurité est assurée par la Police Municipale de la commune de Mireval.

Article 4: Le non-respect des dispositions citées au présent arrêté expose son contrevenant aux sanctions prévues par le Code de la Route et notamment la mise en fourrière immédiate du véhicule en infraction,

Article 5 : Le Directeur Général des Services, le responsable des services techniques, le chef de Police Municipale, le Commandant de la brigade de gendarmerie de Villeneuve lès Maguelone, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérécourts citoyens » accessible par le site internet www.telerecourts.fr

Mireval le, 07 juin 2022

Le Maire
Christophe DUBAND,



Affiché le 08/06/22

